

projet de loi laisse donc plus de questions sans solution qu'il en résout.

Le comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, comité composé de représentants de tous les partis, a présenté un des meilleurs rapports à la Chambre depuis le début de la présente session. Il est allé dans le Nord pour étudier la situation, il a recueilli des témoignages et obtenu des avis juridiques. Il a prouvé sans contester ce que tous les Canadiens savent: le Canada est et a toujours été souverain dans cette région, et sa souveraineté repose sur tous les critères possibles d'occupation et de coutume. Nous avons fourni les services aux résidents. D'ailleurs, étant donné que cette région est contiguë à la marge continentale de l'Amérique du Nord et qu'elle en fait partie, elle appartient à la zone de l'Amérique du Nord qui constitue l'État national le plus proche. A mon avis, le droit international prescrit que personne ne peut contester notre souveraineté. L'ancien premier ministre, M. Lester Pearson, expert en affaires internationales s'il en est un, l'a déclaré catégoriquement à Edmonton il y a quelques mois.

L'objet de notre amendement est clair. Le gouvernement aurait bien mieux réussi s'il n'avait pris tant de détours. A mon avis, le premier ministre et le gouvernement ont dû adopter la ligne de conduite actuelle parce qu'ils ont trop attendu. Ils étaient trop timorés, et ce n'est qu'après avoir été aiguillonnés qu'ils ont proposé cette mesure législative. Si le gouvernement avait présenté il y a un an un projet de résolution affirmant notre prétention à la souveraineté dans la région, nous aurions évité le problème qui nous hantera désormais.

J'aime à croire que notre pays gagnera et conservera le respect des autres pays et qu'il tracera la voie sans recourir à la force: ainsi, plus de pays du monde pourront vivre en paix et en harmonie entre eux. A mon avis, le règlement ultime de la question doit venir d'une conférence internationale, réunissant en particulier les pays mêlés à l'Arctique, sans toutefois exclure les autres. A cause des événements passés et présents dans l'Arctique, des problèmes particuliers et uniques ont surgi.

Je sais que des entretiens se poursuivent au sujet des réunions, mais j'ignore quels progrès ont été accomplis. A mon avis, une telle conférence doit nécessairement comprendre l'Union soviétique, les États-Unis, les pays scandinaves, y compris l'Islande, et notre pays. Je ne crois pas que nous devrions exclure d'au-

[M. Baldwin.]

tres parties, car l'avenir nous promet de grandes choses grâce à une action concertée en vue de développer et d'exploiter le Nord. Je voudrais signaler une chose à l'attention du ministre. Peut-être voudra-t-il la relever lorsqu'il participera au débat. A compter du 28 juin, une conférence appelée *Pacem in Mari-bus*, se tiendra à Malte sous la présidence de M^{me} Elisabeth Mann Borgese, fille du célèbre romancier Thomas Mann. Si je comprends bien, ce n'est pas une conférence commanditée par des pays, mais par des particuliers, et qui, je crois, sera très utile. Elle permettra d'élucider des questions complexes concernant les océans. Si jamais il fût une question importante sur laquelle il importe d'attirer l'attention du public, c'est bien celle-là. La conférence espère créer une sorte d'organisme permanent qui pourrait fournir des renseignements au comité des Nations-Unies sur les utilisations pacifiques du fond marin.

● (3.20 p.m.)

Je tiens à citer un extrait d'un article intéressant paru dans le numéro du 3 juin du *Christian Science Monitor*:

Il n'est pas pratique, selon M^{me} Borgese, de songer à aborder ces questions séparément—par exemple, de débiter avec un seul problème tel que la pollution.

«Plusieurs nations pourraient, bien entendu, se grouper pour résoudre un aspect défini du problème de la pollution,» dit-elle, «et toute mesure en ce sens est la bienvenue. Mais si l'on considère le problème de la pollution dans son ensemble, sur une base globale, on dissocie les pays en voie de développement des pays industrialisés.»

(Le rôle du tiers monde, ou des pays sous-développés, est le plus grand problème politique qu'affronte le comité des fonds marins des Nations Unies.)

«En fait», selon M^{me} Borgese, «il n'y a pas une grande scission idéologique entre l'Est et l'Ouest sur la question. L'Union soviétique et les États-Unis voient le problème du même œil. C'est entre les pays développés et les pays émergents que le fossé existe véritablement.»

J'imagine que le Canada y sera représenté. Sinon, j'espère qu'on prendra des mesures pour qu'il le soit. J'ignore si l'on songe à y envoyer une délégation parlementaire. Un certain nombre des membres du comité permanent des Affaires indiennes et du développement du Nord canadien pourraient participer à la réunion. Ce serait sans doute utile et de nature à enrichir les débats de la Chambre.

Pas plus que Votre Honneur, je ne sais ce que demain nous réserve. Notre monde évolue